



La crise doit faire prendre conscience de la nécessité du pragmatisme énergétique et climatique

Face aux menaces pesant sur la sécurité des approvisionnements énergétiques européens, la Commission européenne vient de présenter son plan d'urgence « *save gas for a safe winter* » qui vise à réduire de 15 % la consommation de gaz de manière uniforme en Europe pour faire face aux risques pesant sur les importations de gaz russe que les derniers rebondissements autour de NordStream 1 font craindre.

Si elle soutient le principe de sobriété énergétique en ces temps de crise, la CFE Énergies n'est pas étonnée que cet appel à la sobriété gazière appliquée de manière uniforme au nom de la solidarité européenne suscite une levée de boucliers en Grèce, en Espagne et au Portugal, et des réserves dans d'autres pays européens, y compris en France qui demande de tenir compte « *des situations particulières de chaque État membre* ».

Outre que la sécurité des approvisionnements relève encore de la responsabilité des États-Membres, la dépendance au gaz russe est en effet loin d'être homogène en Europe. La ministre espagnole de la transition écologique déclare ainsi que « *l'Espagne n'a pas vécu au-dessus de ses capacités énergétiques* », dénonçant à demi-mots l'Energiewende qui, sous couvert d'énergies vertes, a accru la dépendance aux importations de gaz russe, et met aujourd'hui l'Allemagne et son industrie dans une situation d'extrême fragilité.

Dans ce contexte, la CFE Énergies salue la prise de conscience à Bruxelles et à Strasbourg que les choix de politique énergétique ne peuvent plus obéir aux dogmes, sauf à oublier les impératifs de neutralité carbone, de sécurité des approvisionnements et de souveraineté.

Après le large vote du Parlement européen en faveur de l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie, la Commission considère désormais officiellement, au-delà de son soutien aux gaz renouvelables, que la prolongation des réacteurs nucléaires fait partie des solutions à la crise que le Vieux Continent connaît aujourd'hui. Elle demande donc aux États-Membres de considérer cette option que l'Agence Internationale de l'Énergie ne cesse de recommander. Le pragmatisme énergétique et climatique semble donc revenir à Bruxelles après des décennies de déni de l'importance des moyens pilotables de production électrique bas carbone.

Si la Belgique vient d'annoncer la création d'une co-entreprise avec Engie pour prolonger de 10 ans ses réacteurs, l'Allemagne continue elle de tergiverser. Malgré un sondage indiquant que 68 % des Allemands sont désormais favorables à un réexamen de la sortie du nucléaire, le ministre allemand de l'économie se réfugie derrière de nouvelles études pour ne pas répondre à l'appel pressant de la Commission européenne, tout en affirmant que « *la solidarité européenne est plus importante que jamais dans la crise actuelle* » et en s'opposant à l'inclusion du nucléaire et du gaz dans la taxonomie européenne. La CFE Énergies n'oublie cependant pas que c'est bien la stratégie d'européanisation de l'Energiewende, nécessité absolue pour l'Allemagne, qui a fragilisé tout le système électrique européen et qui menace aujourd'hui la sécurité énergétique des Européens.

Puisque la faillite énergétique et géopolitique de l'Energiewende est désormais visible, la CFE Énergies appelle la Commission à poursuivre ses efforts en faveur du nucléaire. Outre l'assouplissement du régime des aides d'État qu'elle vient d'annoncer au profit de la décarbonation par l'électrification et de l'hydrogène à base d'électricité, la Commission doit rapidement élargir l'inclusion du nucléaire, désormais actée pour la taxonomie, au fonds de transition juste, aux fonds européens tels InvestEU et à la stratégie européenne en matière d'hydrogène, qui doit davantage être bas carbone que verte. Par ces avancées comme par un futur assouplissement des conditions drastiques aujourd'hui posées à l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie, la Commission fera alors la démonstration de son respect du traité Euratom qui, n'en déplaise aux idéologues, reste un Traité fondateur de l'Union Européenne.

Pour autant, la Commission européenne n'a pas renoncé à tous ses dogmes puisqu'elle continue de sanctifier la pensée magique du sacro-saint marché en ne prônant que des mesures « *fondées sur le marché* » pour faire face à la crise. La CFE Énergies considère au contraire que les mécanismes de marché ne peuvent à eux-seuls répondre aux situations de crise. Quand les écosystèmes s'effondrent sous l'effet du dérèglement climatique et de la perte de biodiversité, et quand les systèmes économiques sont percutés par le retour des rapports de force géopolitiques, il est aussi urgent que vital de revisiter les dogmes. Pour la CFE Énergies, l'intérêt des Européens commande à la Commission de renoncer à sa croyance aveugle dans les vertus autorégulatrices du marché.

Contacts presse : Alexandre GRILLAT – alexandre.grillat@cfe-energies.com